

« L'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux et pour l'abolition de toute domination de classe » (extrait des statuts de l'A.I.T.).



Paris, le 24 mars 2020.

Des réquisitions-socialisations ! Chiche ! Pas pour seulement sauver le patrimoine industriel, mais pour sauver des vies !

Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a déclaré le 18 mars dernier : « Si pour protéger notre patrimoine industriel il faut aller jusqu'à la nationalisation de certaines entreprises parce qu'elles seraient attaquées sur les marchés, je n'aurai aucune hésitation. » La pandémie de Covid-19 a provoqué un changement brutal de doctrine économique dans le gouvernement Macron dont l'obsession jusque là semblait être la privatisation (réalisée pour la Française des jeux et suspendue pour les Aéroports de Paris), mais l'Union syndicale SUD Industrie demande d'aller encore plus loin : l'intervention dans l'économie doit être encore plus forte pour sauver un maximum de vies en permettant aux salarié-e-s de reprendre en main les outils de production !

Recourir à des mesures plus fortes pour ce qui concerne le matériel médical

Notre pays se retrouve dans une situation délicate et les autorités sont obligées de gérer une pénurie de masques en choisissant de distribuer une certaine quantité aux personnels les plus exposés, ce qui laisse évidemment de côté de nombreux travailleurs et travailleuses qui encourent également le risque d'attraper le virus. Face à cette situation, de nombreuses initiatives privées ont émergé : fabrication de masques par des entreprises textiles, dons de masques... Si ces actions sont tout à fait louables, elles ne sont pas suffisantes et elles montrent la responsabilité criminelle des entreprises qui pourraient faire de même mais ne le font pas et des responsables politiques qui n'organisent pas cette reconversion. La situation est identique concernant les respirateurs mais aussi l'ensemble du matériel médical. De Airliquide à Löwenstein Médical en passant par GE Healthcare ou Segetex, ces entreprises doivent servir l'intérêt général!

Il est donc urgent de reprendre la main pour que le pays dispose du maximum de chances d'affronter au mieux cette pandémie d'ampleur inédite, en ne perdant pas de vue la solidarité internationale qui doit s'affirmer avec force et vigueur dans la période.

Par conséquent, l'Union syndicale SUD Industrie demande que **l'État fasse un état des lieux du matériel médical disponible dans les entreprises privées afin de les distribuer à qui en a le plus besoin**. Depuis le 18 mars, nous avons demandé la mise en place de ces mesures au Ministère de l'économie et à la Direction générale de la santé : pas de réponse ! Ce qui démontre qu'il ne faut compter que sur nous-mêmes. Le gouvernement porte une responsabilité totale et il devra payer.

Dans le même état d'esprit, il faut **réquisitionner toutes les entreprises pouvant être utiles à la fabrication de matériel médical utile dans la lutte contre le Covid-19** et si c'est nécessaire, **réorienter la production** vers la fabrication de matériel médical et ce, en concertation avec les délégué-e-s syndicaux pour que ces opérations se fassent dans les meilleures conditions possibles. Plus généralement, SUD Industrie prône l'autogestion et le contrôle de la production par les salarié-e-s, **nous lançons donc un appel aux salarié-e-s des entreprises travaillant ou pouvant concourir à la fabrication de matériel médical à prendre en main la réorientation de la production** pour participer à ce mouvement, dans l'unité syndicale la plus large.

Outre ces décisions qui peuvent être prises immédiatement, SUD Industrie demande l'établissement d'un plan de lutte contre les pénuries dans le domaine de la santé et la création d'entreprises socialisées pour y pallier, car bien avant la pandémie actuelle se posait déjà la question de la disponibilité de certains médicaments sur le territoire français. En effet, l'industrie pharmaceutique a délocalisé la majeure partie de son appareil productif en Asie, ainsi 80 % des principes actifs des médicaments sont désormais importés de Chine et d'Inde (contre 20 % il y a trente ans) : on voit aujourd'hui à quel point cette dépendance à la production étrangère rend notre système de santé fragile. Il faut donc réquisitionner et renforcer nos capacités productives sur le territoire, maintenant !

D'autre part, parmi les mesures urgentes à prendre, l'Union syndicale SUD Industrie demande **un moratoire sur le versement des dividendes aux actionnaires pour que ces fonds soient alloués à l'amélioration de la sécurité** dans les entreprises concernées et dans les TPE/PME qui seraient en difficulté.

Tirer les leçons de cette crise

Une fois que la pandémie aura été vaincue, il conviendra de tirer véritablement les leçons de cette épisode dramatique et agir en conséquence. D'ores et déjà, on peut constater que le gouvernement actuel (qui n'a pas su apporter de réponse au personnel hospitalier mobilisé depuis de nombreux mois déjà) et les précédents ont mené une politique criminelle de casse des hôpitaux et du service public de la santé de telle sorte que la France se retrouve aujourd'hui avec seulement 3,2 lits d'hôpitaux en soins intensifs pour 1000 habitants contre 6 en Allemagne ou 7,1 en Corée du Sud d'après les chiffres de l'OCDE. SUD Industrie demande donc **l'arrêt de la casse des droits sociaux et propose l'expropriation immédiate des milliardaires afin de financer la politique de la santé.**

Il faut garantir de meilleurs soins et arrêter la course à la rentabilité opérée par les structures privées et publiques. Nous le réaffirmons avec force : **la recherche du profit est contradictoire avec la santé de la population.** Il n'y a pas que le coronavirus qui tue : à cause de l'amiante et de la pollution par exemple, on continue de sacrifier des vies sur l'autel du profit. Il faudra également le cas échéant punir les personnes ayant spéculé sur la crise sanitaire et récupérer les sommes indûment perçues.

Finalement, outre ces propositions concrètes, l'Union syndicale SUD Industrie considère que cette crise doit susciter une véritable remise en question de notre système productif et de notre modèle économique. En plus de la santé qui est un secteur primordial, de nombreuses entreprises devraient être réimplantées ou implantées en France sous le contrôle des travailleurs et des travailleuses, à la fois pour des questions stratégiques et de souveraineté mais aussi pour faire face à une autre crise : la crise écologique. Ces réouvertures de structures de production pourront être aussi l'occasion de revoir nos modes de production pour garantir de meilleures conditions de travail aux salarié-e-s, notamment les ouvriers et les ouvrières, qui sont en ce moment même en première ligne face à cette épidémie.

Assez de discours creux sans véritables engagements !

Pour récapituler Sud Industrie demande instamment que les mesures suivantes soient rapidement mises en place :

- établissement d'un état des lieux des stocks de masques et autres équipements de protection disponibles dans les entreprises privées et réquisition par l'État ;
- réquisition de toutes les entreprises pouvant être utiles à la fabrication de matériel médical utile dans la période en réorientant la production sous contrôle des organisations syndicales ;
- moratoire sur le versement des dividendes aux actionnaires et attribution des sommes concernées à l'amélioration de la sécurité sanitaire et qu'aucun salarié ne voit ses revenus diminuer ;
- arrêt de la casse des droits sociaux et expropriation immédiate des milliardaires afin de financer la politique de la santé .

En ne prenant pas ces mesures nous considérerons que ce gouvernement et ceux qui l'ont précédé **sont responsables de milliers de morts et devront rendre des comptes !**